

APPEL À L'UNION EUROPÉENNE ET À SES ETATS MEMBRES AU LENDEMAIN DU TREMBLEMENT DE TERRE EN HAÏTI

La voix des Haïtiens doit être entendue et ils doivent pouvoir déterminer leur futur.

EN TANT QU' O.N.G.S EUROPÉENNES et groupes de solidarité travaillant dans un partenariat à long terme avec les Haïtiens, nous souhaitons communiquer le message suivant à l'Union Européenne et à ses Etats Membres.

Suite au tremblement de terre du 12 janvier, il y a eu un appui immédiat et vaste envers le peuple haïtien. Plus de 46 pays, dont beaucoup de l'UE, ont contribué à la recherche et à la délivrance, la provision de nourriture, d'eau, d'abri tandis que d'autres ont fourni une attention médicale immédiate aux plus indigents. Ceci, en plus des millions qui ont été récoltés par les agences de développement dans l'UE, témoigne de la réponse extraordinaire à ce désastre qui a causé des milliers des victimes. Cependant, la question de la reconstruction de ce pays déjà profondément appauvri se pose déjà maintenant, alors même que les opérations immédiates de premiers secours sont toujours en cours.

Les Haïtiens vivent dans la pauvreté depuis des décennies. Avant le tremblement de terre, beaucoup des services et infrastructures ne répondaient pas aux besoins de la population, et plusieurs des institutions étatiques et privées étaient déjà faibles. Le peu de structures gouvernementales existantes pour apporter l'aide et permettre le développement sont maintenant détruites. Ceci a limité la participation de l'Etat haïtien dans la mise à disposition des secours, complique l'aide à court terme et rend la reconstruction à plus long terme très difficile.

Nous croyons que le gouvernement haïtien et la société civile doivent définir eux mêmes leur futur et devraient donc avoir un rôle principal à jouer dans la mise en place de structures appropriées pour permettre la reconstruction.



*Le "marron inconnu" puissant
symbol de résistance d'Haïti, devant
le palais national avant le séisme.*

A: RÉPONSE À COURT TERME

- **Coordonner tous les efforts**

Maintenir et soutenir un **leadership fort des Nations Unies en coordonnant l'aide humanitaire internationale**, qui se concentre sur les besoins humanitaires et de reconstruction des communautés, au delà des objectifs politiques de n'importe quel Etat membre. L'UE devrait s'aligner sur ce principe autant que possible.

- **Maximiser la participation des organisations de la société civile haïtiennes**

Les membres de la CoEH, une plateforme des O.N.G.s européennes avec une implication de longue date en Haïti soulignent ce qui suit :

- La pression publique et politique exigeant des résultats rapides de l'aide humanitaire ne devrait pas amener à outrepasser ou à contourner le gouvernement haïtien et la société civile. Par conséquent la **participation immédiate de la société civile haïtienne organisée et du gouvernement haïtien** avec les différents donateurs internationaux est primordiale. Malgré des pertes, les organisations civiles haïtiennes sont très présentes en Haïti et leur participation aux discussions et aux processus décisionnels déterminant leur futur devraient **être favorisée** par tous les moyens. Dans le passé nous avons vu trop d'exemples où ce n'était pas le cas. Beaucoup d'agences européennes peuvent certifier des efforts vaillants réalisés par les organismes haïtiens pour fournir l'aide de première nécessité, l'abri, la nourriture, l'eau, les médicaments et le traitement médical dans des circonstances très difficiles.
- Les systèmes mis en place pour entamer la reconstruction et le développement doivent permettre la participation de la société civile à tous les niveaux de la société haïtienne. Les O.N.G.s européennes ont des partenaires en Haïti qui peuvent s'engager dans ce processus.
- Des initiatives urgentes pour favoriser **l'évaluation** des besoins basée sur les **normes de la sphère humanitaire** sont essentielles.
- Dans les premiers secours nous préconisons **l'utilisation de nourriture produite et achetée en Haïti même autant que possible**. Il faut un engagement politique et financier déterminé à investir dans la production de nourriture en Haïti maintenant, et chez sa voisine la République Dominicaine.

- **Protéger les civils et leur sécurité**

Les besoins de protection de la population civile devraient être satisfaits par les mesures suivantes :

- Le gouvernement d'Haïti est responsable de protéger ses citoyens et de garantir que des ressources et l'aide internationales sont allouées au renforcement de ses services de police et permettent l'application des lois. Un progrès significatif a été accompli via le développement de la PNH (Police Nationale d'Haïti) ces dernières années, celle-ci devrait appuyer au maximum la sécurité en effectuant toutes les activités d'application de maintien de l'ordre et des lois.
- Toutes les contributions internationales pour garantir la sécurité et la protection pendant les opérations de premiers secours et de reconstruction devraient fonctionner sous un mandat clair et efficace de l'ONU.
- Il est nécessaire de mettre sur pied une politique groupée de protection dans la réponse humanitaire, avec la participation des organisations civiles locales et des agences internationales ayant l'expérience de la protection humanitaire.

B: RÉPONSE STRUCTURELLE À MOYEN ET À LONG TERME

- **Annulation immédiate de toutes les dettes internationales exceptionnelles d'Haïti.** La France, l'Espagne et la République Dominicaine ont déjà annoncé des actions significatives en ce sens. Cet appel concerne non seulement les institutions financières internationales, telles que la Banque Mondiale, le FMI et l'IADB, mais aussi les partenaires commerciaux principaux de Haïti, tels que les Etats-Unis et l'UE.
- **Le renforcement des institutions étatiques** au niveau du gouvernement national ET local est crucial dans la décongestion de Port-au-Prince, pour revitaliser les provinces et pas seulement la capitale.
- **Renforcement de la société civile.** Les Haïtiens doivent pouvoir définir leur futur et nous pouvons les soutenir dans cet objectif. Les bailleurs de fonds doivent encourager la société civile haïtienne de toutes les manières possibles.
- **Améliorer la qualité des reconstructions**, en se concentrant sur les communautés vulnérables et leurs besoins ; et en répondant aux normes exigeantes en matière de construction de bâtiments en zones sismiques et inondables.
- **Mise en place d'initiatives de prévention des risques** par le Gouvernement et les organismes locaux. Tel que le système de Protection Civile qui avait été mis en place suites aux désastres des cyclones de 2008. Cependant ce système est insuffisant et doit être développé. A cela s'ajoute un besoin en techniques agricoles et en protection de l'environnement qui assurent la préservation des terres à plus long terme et évitent l'érosion. Ces techniques devraient être mises en oeuvre et gérées par les communautés locales elles-mêmes.
- **Se concentrer sur le renforcement de l'agriculture durable.** La production alimentaire nationale doit être augmentée d'une manière durable. Les paysans haïtiens ont besoin de décisions pour améliorer leurs conditions de vies. Ils ont besoin d'être appuyés techniquement et de pouvoir accéder au crédit pour renforcer la production alimentaire. La question du droit à la terre (sécurité foncière) devrait également faire partie des réformes. Le marché alimentaire local doit être organisé et amélioré. Quelques progrès très significatifs vers une stratégie nationale en ce qui concerne le secteur agricole avaient été réalisés dans les mois précédents le désastre du tremblement de terre.
- **Réévaluer les politiques et les accords de commerces internationaux existants avec Haïti**, qui ont eu comme conséquences, d'une part la disparition des petits producteurs locaux de subsistance et d'autre part, l'inflation énorme des prix des denrées alimentaires. Les Accords de Partenariat Economiques (APE) devraient être inclus dans cette réévaluation. Assez souvent, et non sans raison, des organisations haïtiennes ont reproché à la communauté internationale de prendre avec une main ce qu'elle a donné avec l'autre.

De la part de : CoEH*

et

Prisma Association, Pays-Bas

ZOA Refugee Care, Pays-Bas

Pour plus d'information vous pouvez contacter :

Antoon Blokland, Political Adviser BBO

tel. m +31 6 129 382 60; email: ablokland@bbo.org

Greet Schaumans, Broederlijk Delen

tel. +32 2 213 04 55 (office) +32 472 92 73 13 (cell); email: greet.schaumans@broederlijkdelen.be

Anne McConnell, Haiti Advocacy Platform-UK

tel. +44 (0) 7791 513 693; email: annemccconnell@blueyonder.co.uk

* (la *Coordination Europe-Haïti* (CoE-H) www.broederlijkdelen.be/Co-EH est une plateforme de 60 ONG's travaillant en Haïti et de 8 pays Européens.)